



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Économie  
et du Commerce extérieur

19 SEP. 2005

19.09.05		-A/37423	
AI		TK	
LS / I 1 / I			

Luxembourg, le 14 septembre 2005

Monsieur Humbert Drabbe  
Directeur  
DG Concurrence – Direction G  
Aides d'Etat I  
Commission européenne

**B-1049 BRUXELLES**

n. réf.. DG-EDEC/C-02/05/RF

**Concerne : Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat** HT 326

Monsieur le Directeur,

Lors de la réunion multilatérale sur les aides d'Etat les 11 et 12 juillet derniers, la Commission a présenté un document de consultation proposant un plan d'action dans le domaine du contrôle des aides d'Etat. La Commission, à la même occasion, a invité les Etats membres à lui communiquer d'éventuelles observations écrites pour le 15 septembre 2005.

Je me permets de vous soumettre les observations luxembourgeoises à l'égard de la philosophie et de l'approche choisie par la Commission.

1. Tout d'abord, à titre de remarque générale, je voudrais féliciter la Commission pour ce document, qui a le mérite d'exposer dans un texte unique la feuille de route de la Commission pour la réforme du contrôle des aides d'Etat sur la période 2005-2009.
2. Quant à la philosophie de base de la proposition de la Commission, le Luxembourg partage l'approche de la Commission analysant les aides d'Etat dans le contexte de la stratégie de Lisbonne et visant à des aides d'Etat moins nombreuses et mieux ciblées, une approche économique plus fine et des procédures plus efficaces ainsi qu'une amélioration de la prévisibilité et de la transparence.



En ce qui concerne l'objectif des «aides moins nombreuses», la Commission n'a pas encore pu définir de manière précise quel serait le niveau optimal à atteindre. Pour le Grand-Duché, le Gouvernement estime que, sur les 15 dernières années, le niveau des aides a été réduit de manière substantielle, de sorte que le niveau actuellement atteint constitue un plancher en dessous duquel il est difficile de se diriger, au risque de perdre le caractère incitatif des aides.

Quant à l'objectif visant à des «aides mieux ciblées», il me tient à cœur de rendre la Commission attentive au fait qu'au-delà des objectifs horizontaux, comme la R&D, l'innovation, le capital investissement et l'environnement, les instruments de politique régionale sont et doivent rester un moyen efficace de ciblage des aides d'Etat.

Les Etats membres qui le désirent, devraient pouvoir continuer à disposer de la possibilité de mettre en œuvre des instruments visant à réduire les disparités régionales à l'intérieur de leur territoire. Une telle approche donnera aux Etats membres la souplesse nécessaire pour mettre en place, au niveau national, des politiques visant à promouvoir des objectifs d'aménagement du territoire, la compétitivité régionale, l'emploi et la coopération territoriale européenne, tout en respectant l'objectif global d'aides mieux ciblées.

Je me félicite que la Commission est disposée à examiner également les niveaux d'aides régionales qui peuvent se justifier en dehors des régions les moins développées.

Pour ce qui est de l'innovation, il convient de clarifier ce concept et notamment de préciser les liens entre l'innovation et la politique de recherche-développement et la politique de développement régional.

Quant à l'approche économique plus fine, le Luxembourg se félicite de l'introduction du concept de défaillance de marché dans l'analyse. Mes autorités proposent toutefois de compléter cette approche par l'intégration du concept de «globalisation». En effet, tout comme la défaillance du marché (p. ex. au niveau des taux de change), la globalisation affecte les flux d'investissement vers d'autres régions du monde. La tendance à la délocalisation des investissements en dehors de l'Union Européenne y compris dans les technologies de pointes est réelle. Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'on ne peut faire abstraction de ces considérations dans une analyse économique plus fine.

Enfin, le Luxembourg accueille favorablement l'intention de relèvement du seuil de minimis.

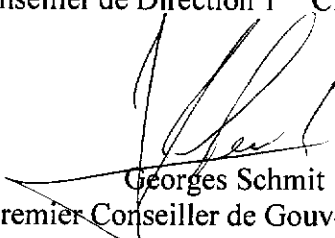


3. En ce qui concerne les procédures, le Luxembourg encourage la Commission à améliorer la transparence, la prédictibilité et la compréhension des règles et pratiques en matière d'aides d'Etat et surtout de veiller à garantir la sécurité juridique pour les Etats membres et les entreprises en ce qui concerne les exemptions en bloc.

La Commission envisage d'examiner si des autorités indépendantes, dans les Etats membres, pourraient l'assister dans l'application des règles sur les aides d'Etat. Le Gouvernement luxembourgeois estime que la Commission est seule compétente en matière d'aides d'Etat de par le traité, et que cette compétence ne peut et ne doit pas être déléguée à d'autres autorités.

J'espère que les réflexions et propositions ci-avant pourront être utiles à la Commission et dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour Romain Fouarge  
Conseiller de Direction 1<sup>ère</sup> Classe, absent



Georges Schmit  
Premier Conseiller de Gouvernement